



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG Audit



Vogo

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société Vogo,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Vogo relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés expose les règles et les méthodes comptables relatives à la comptabilisation des frais de développement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des frais de développement ainsi que celles retenues pour leur amortissement et pour la vérification de leur valeur actuelle.

Votre groupe procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie, et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 4.3 « Ecart d'acquisition » et 4.4 « Immobilisations incorporelles » de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de perte de valeur ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées, et vérifié que ces notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe aux comptes consolidés relative à l'application anticipée du Règlement ANC n°2022-06 relatifs à la modernisation des états financiers.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Montpellier, le 30 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie-Thérèse Mercier



COMPTES CONSOLIDÉS DE LA SOCIÉTÉ VOGO POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

5.1. Bilan

5.2. Compte de résultat

5.3. Tableau de variation des capitaux propres

5.4. Tableau de flux de trésorerie nette

5.5. Notes annexes aux états financiers consolidés

5 | COMPTES CONSOLIDÉS DE LA SOCIÉTÉ VOGO POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

5 | 1 BILAN

<i>en euros</i>	<i>Notes</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Immobilisations incorporelles	6	10 352 161	9 043 576
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	6	2 988 328	2 077 850
Immobilisations corporelles	7	1 617 013	1 464 530
Immobilisations financières	8	107 420	127 087
Titres mis en équivalence		-	-
Total actif immobilisé		12 076 594	10 635 193
Stocks et en-cours	9	5 339 615	5 333 315
Clients et comptes rattachés	10	1 822 358	1 246 067
Autres créances et comptes de régularisation	10	1 143 333	2 741 705
Valeurs mobilières de placement		804 020	200 000
Disponibilités		2 820 419	1 361 809
Total Actif		24 006 339	21 518 088

<i>en euros</i>	<i>Notes</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Capital		765 876	623 558
Primes liées au capital		14 908 181	22 179 614
Ecart de réévaluation			
Réserves et Résultat consolidé		-4 182 366	-13 815 420
Subventions d'investissement		806 106	180 517
Total capitaux propres		12 297 797	9 168 269
Intérêts hors groupe			
Autres fonds propres			
Provisions	11	431 838	832 136
Emprunts et dettes financières	12	7 885 734	6 730 794
Fournisseurs et comptes rattachés	13	1 111 164	3 007 754
Autres dettes et comptes de régularisation	13	2 279 806	1 779 135
Total Passif		24 006 339	21 518 088

<i>en euros</i>	<i>Notes</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Chiffre d'affaires	14	10 603 245	9 615 702
Autres produits d'exploitation	15	3 265 759	3 089 996
Achats consommés		-4 551 542	-4 576 663
Charges de personnel	16	-5 934 381	-5 672 237
Autres charges d'exploitation		-3 330 396	-3 480 081
Impôts et taxes		-122 630	-117 105
Variations nettes des amortissements et des dépréciations		-2 459 613	-1 097 487
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-2 529 560	-2 237 876
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		-2 529 560	-2 237 876
Charges et produits financiers	17	570 761	-210 952
Charges et produits exceptionnels	18	-1	-370
Impôt sur les bénéfices	19	385 971	402 231
Résultat net des entreprises intégrées		-1 572 831	-2 046 967
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-228 607	-225 313
Résultat net de l'ensemble consolidé		-1 801 438	-2 272 280
Intérêts minoritaires			
Résultat net (part du groupe)		-1 801 438	-2 272 279
Résultat par action		-0,294	-0,456
Résultat dilué par action		-0,294	-0,456

5 | 3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en euros	Capital	Primes liées	Réserves	Résultat de l'exercice	Subvention d'investissement	Capitaux propres Part du Groupe	Minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2023.12	511 262	17 374 419	-10 170 905	-1 418 582	200 790	6 496 984	0	6 496 984
Affectation du résultat de l'exercice N-1			-1 418 582	1 418 582		0		0
Dividendes versés						0		0
Augmentation de capital	5 000 005					5 000 005		5 000 005
Variation des subventions d'investissements					-20 273	-20 273		-20 273
Variation des taux de change			46 347			46 347		46 347
Part du groupe dans le résultat				-2 272 280		-2 272 280		-2 272 280
Autres mouvements	-4 887 709	4 805 195				-82 514		-82 514
Situation à la clôture de l'exercice 2023.12	623 558	22 179 614	-11 543 140	-2 272 280	180 517	9 168 269	0	9 168 269
Affectation du résultat de l'exercice N-1			-2 272 279	2 272 279		0		0
Dividendes versés						0		0
Augmentation de capital	142 318	-7 271 433	11 313 259			4 184 144		4 184 144
Variation des subventions d'investissements					625 589	625 589		625 589
Variation des taux de change			-52 656			-52 656		-52 656
Part du groupe dans le résultat				-1 801 436		-1 801 436		-1 801 436
Autres mouvements			173 887			173 887		173 887
Situation à la clôture de l'exercice 2024.12	765 876	14 908 181	-2 380 929	-1 801 437	806 106	12 297 797	0	12 297 797

Le capital social de la société est désormais composé de 6 127 011 actions de 0,125 euro de valeur nominale chacune.

En mai 2024, VOGO SA a procédé à une augmentation de capital.

L'Opération a été mise en œuvre sur le fondement de la dixième résolution de l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 12 juin 2023, à un prix de 4,04 € par action, représentant une décote faciale de 15 % par rapport à la moyenne pondérée par les volumes des 3 derniers jours de bourse précédant la date du lancement de l'Opération (décote de 17,21% sur le cours de clôture de la veille du jour du lancement de l'Opération).

À l'issue de la période de souscription qui s'est achevée le 2 mai 2024, les demandes de souscription totalisent 1 053 230 actions représentant un montant de demandes de 4.255.049,20€, réparties de la manière suivante :

- Des souscriptions à titre irréductible de 3.495.832,20 € correspondant à l'émission de 865 305 actions ordinaires nouvelles,
- Des souscriptions à titre réductible de 15.865,08 € correspondant à l'émission de 3 927 actions ordinaires nouvelles, et
- Des souscriptions à titre libre de 743.351,92€ correspondant à l'émission de 183 998 actions ordinaires nouvelles.

Les demandes de souscription à titre réductible et libres ont été totalement allouées.

Les engagements fermes de souscription, d'un montant total de 2,36 M€, ont été servis à hauteur de leur montant, représentant 585 082 actions ordinaires nouvelles.

Le montant brut de l'Opération, prime d'émission incluse, s'élève ainsi à 4.255.049,20€. A l'issue de cette augmentation de capital avec maintien du DPS, VOGO dispose de ressources financières nouvelles permettant :

- D'accélérer sa dynamique commerciale à l'international – Afrique, Moyen-Orient, Asie, Amérique du Nord
- De financer le besoin lié au changement de modèle économique (TaaS)
- De financer ses programmes d'innovation dans les domaines de l'assistance à la détection des commotions cérébrales et de l'amélioration de la performance sportive
- De couvrir le rachat de la participation d'ABEO dans VOGOSCOPE (communiqué des Résultats Annuels 2023).

Le 12 septembre 2024, une augmentation de capital a donné lieu à la création de 5 000 actions est constatée.

Les frais liés à ces augmentations de capital, d'un montant de 280 000 €, ont été imputés sur la prime d'émission.

Le tableau ci-après résume les bons de souscriptions émis et non exercés au 31 décembre 2024:

BSPCE	Emis	Annulés	Exercés		Solde de bons exerçables	Dont souscrits	Dont non attribués	Caducités
12/04/2021	14 800	2 400	-		12 400	-	-	-

	Décembre 2024	Décembre 2023
Résultat net total des sociétés consolidées	- 1 801 438	- 2 272 279
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Amortissement et provisions	1 374 660	1 168 321
- Variation des impôts différés	36 754	2 839
- Plus-values de cession / sortie d'actifs	- 2	965
- Quote-part de résultat des mises en équivalence	228 607	225 313
Subventions virées au résultat	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	- 161 419	- 874 841
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	- 1 627 961	- 2 409 090
(I) Flux net de trésorerie généré par l'activité	- 1 789 380	- 3 283 931
Acquisition d'immobilisations	- 2 121 693	- 2 264 779
Subventions d'investissement reçues	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	500	670 455
Incidence des variations de périmètre	- 328 026	- 373 452
(II) Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 449 219	- 1 967 776
Augmentation de capital	3 978 399	4 935 005
Subventions d'investissements reçues	1 361 530	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres	- 97 619	-
Emissions d'emprunts bancaires	3 188 395	1 873 869
Remboursements d'emprunts	- 2 157 609	- 1 742 312
(III) Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	6 273 096	5 066 562
Incidences des variations de cours des devises	24 071	- 5 031
Variation de trésorerie (I)+(II)+(III)	2 058 569	- 190 176
(A) Trésorerie d'ouverture	1 561 809	1 751 985
(B) Trésorerie de clôture	3 620 382	1 561 809
Variation de trésorerie (B)-(A)+(C)	2 058 573	-190 176

Note 1. Informations générales

La société consolidante du Groupe VOGO est la société VOGO, domiciliée 895 rue de la vieille poste, Parc Majoria, Immeuble Lona, 34000 MONTPELLIER.

VOGO est cotée sur le marché non réglementé Euronext Growth® Paris. La première cotation des actions a eu lieu le 30 novembre 2018.

Ses comptes consolidés sont établis en euro qui constitue la devise de référence de la Société. Sauf indication contraire, les informations financières sont présentées en euros.

Créée en 2013, VOGO développe, commercialise et distribue une solution de diffusion live de contenus audiovisuels basée sur une technologie de traitement de flux vidéo. Cette solution vise à améliorer l'expérience des spectateurs au travers de contenus multi-caméras à la demande en live ou en replay tout en offrant des outils audio et vidéo d'analyse à destination des professionnels.

Note 2. Faits marquants de la période

Sur l'année 2024, le chiffre d'affaires du groupe Vogo s'établit à 10.6 M€ contre 9.6 M€ sur l'exercice 2023 et en croissance de 10%, porté par la solide dynamique commerciale enregistrée sur le secteur du sport.

La croissance de l'activité est largement portée par le modèle TAAS (Technology-as-a-Service) qui représente un chiffre d'affaires de 2.5 M€ sur l'année, en croissance de 0.7 M€ par rapport à 2023 (+38%) en cohérence avec la stratégie mise en place depuis deux ans. Malgré un impact mécanique sur la croissance globale à court-terme, ce modèle d'affaires a concentré 23% du chiffre d'affaires total de l'année et 29% des ventes de l'activité Sport.

La part croissante des revenus du modèle TaaS offre de nombreux bénéfices :

- Un développement des revenus récurrents (vs des ventes pures) avec la mise en place de contrats portant sur des périodes d'engagement de 3 à 5 ans ;
- Une hausse de la contribution des ventes réalisées en direct (ligues, clubs, compétitions...) auprès des donneurs d'ordre de premier rang. Sur l'exercice 2024, celles-ci représentent plus de 67% du chiffre d'affaires total, en hausse de 37% par rapport à l'exercice 2023 ;
- Une fidélisation accrue du portefeuille clients représentant un potentiel important à travers la prolongation des contrats et l'extension des solutions. Sur l'année 2024, tous les clients TaaS existants ont ainsi été conservés. Ce socle solide offre également des perspectives de revenus avec le déploiement des futures générations de produits et d'innovations.

Une année d'EBITDA positif :

Dans la continuité de la tendance initiée sur le second semestre 2023, l'EBITDA 2024 est positif et s'établit à **456 K€**, porté par une marge brute en progression du fait de la part croissance de l'activité TAAS et des charges d'exploitation maîtrisées.

Cette performance vient confirmer la tendance déjà observée sur le second semestre 2023 et la confiance pour l'exercice 2025.

Le taux de marge brute s'est significativement amélioré et s'établit désormais à 69% (+5bp vs 2023) en lien avec le développement du modèle TaaS ainsi qu'avec la maîtrise des coûts de production.

Le résultat d'exploitation affiche quant à lui une perte de 2,5 M€ liée à une hausse significative des amortissements d'immobilisations incorporelles de projets R&D et à une dépréciation ponctuelle des stocks à faible rotation.

Au total, le résultat net part du Groupe affiche une perte de 1,6 M€. Une situation financière renforcée.

A fin décembre 2024, les capitaux propres s'élevaient à 12,3 M€, contre 9,2 M€ à fin décembre 2023.

La trésorerie brute ressortait à 3,6 M€ contre 1,6 M€ à fin 2023 intégrant notamment le produit de l'augmentation de capital réalisée sur le premier semestre 2024 ainsi que les subventions obtenues pour le financement de projets d'innovation pour 2,3 M€.

Le Groupe a choisi d'appliquer le règlement ANC 2022-06 au 31/12/2024.

Note 3. Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés sont établis suivant les principes comptables généralement admis en France, conformément au Règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020, applicable depuis le 1er janvier 2021, dans le respect du principe de prudence, et conformément aux hypothèses de base :

- Indépendance des exercices.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Continuité d'exploitation.

Le Groupe applique, dans ses comptes consolidés, la méthode de référence prévue par le Règlement ANC 2013-02 modifiée par l'ANC en novembre 2021 relatif au Plan Comptable Général concernant le provisionnement des engagements de retraite.

Changement de Méthode Comptable

Le règlement n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, adopté par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) en novembre 2022, et homologué par l'arrêté du 26 décembre 2023, sera d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, avec une application anticipée possible. VOGO SA a opté pour l'application anticipée dans les compte clos le 31 décembre 2024.

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les effets de ce changement de méthode se limitent aux points suivants :

- Comptabilisation des subventions d'investissement en produit d'exploitation pour 0,5M€
- Comptabilisation des gains et pertes sur rachat d'actions, en résultat financier
- Les autres reclassements mineurs opérés sont jugés non significatifs

Conformément au Règlement ANC 2022-06, la société présente l'exercice comparatif de ses états de synthèse selon le format prescrit par le présent Règlement.

Note 4. Principes et méthodes comptables

4.1. Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe VOGO regroupent les comptes de la société VOGO et des filiales sur lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Ces sociétés sont consolidées par intégration globale lorsque le contrôle du Groupe est exclusif, par la méthode de l'intégration proportionnelle en cas de contrôle conjoint et par la méthode de la mise en équivalence en cas d'influence notable.

Les filiales sont consolidées à compter du transfert effectif de contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de leur date de cession ou de liquidation.

La liste des sociétés consolidées figure dans la note 5.

Toutes les transactions, les actifs et passifs réciproques, et les résultats internes significatifs entre les sociétés consolidées sont éliminés.

4.2. Date d'arrêté des comptes

La date d'arrêté des comptes du Groupe est le 31 décembre de chaque année.

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les comptes semestriels sont établis au 30 juin de chaque année depuis le 30 juin 2020.

4.3. Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition est calculé, lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, par différence entre le coût d'acquisition des titres et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale.

Conformément au Règlement ANC 2020-01 :

- l'évaluation à leur juste valeur de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) est réalisée dans un délai n'excédant pas un an par rapport à la date de clôture de l'exercice au cours duquel a eu lieu l'acquisition.
- les frais d'acquisition de filiales sont incorporés dans le coût d'acquisition des titres.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans la rubrique « Ecart d'acquisition » et sont soit amortis sur leur durée d'utilité qui est fonction de la nature de l'activité, soit non amortis et font l'objet d'un test de perte de valeur annuel lorsque leur durée d'utilité est illimitée.

Les écarts d'acquisition négatifs sont portés au passif parmi les provisions pour risques et charges. Ils sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions.

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue annuellement au 31 décembre pour tenir compte des évolutions et des événements ayant pu diminuer, de façon durable, la rentabilité et la valeur des actifs concernés.

Le Groupe mesure, le cas échéant, à chaque clôture, la dépréciation accélérée des survaleurs affectées à des actifs pour tenir compte d'événements ou circonstances significatifs dont l'impact réduirait la juste valeur des actifs correspondants en deçà de leur valeur nette comptable.

4.4. Immobilisations incorporelles

- Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors taxes composé du prix d'achat et frais accessoires et hors frais d'acquisition.
- Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité de chaque catégorie d'immobilisation :
 - Brevets : 3 à 5 ans
 - Logiciels : 1 an
- Les coûts de développement activés sont liés à l'application VOGO SPORT et concernent essentiellement des dépenses de personnel et des frais liés à l'audit de la sécurité du développement, et sont amortis sur 3 ans.
- Les marques ne font pas l'objet d'un amortissement, leur durée d'utilité étant illimitée. Une dépréciation est constatée en cas de perte de valeur.
- Le fonds de commerce n'est pas amorti. Il fait l'objet d'une dépréciation si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable nette. Au 31 décembre 2024, le fonds de commerce Vokkero a fait l'objet d'un test de dépréciation. A ce titre, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au 31 décembre 2024
- Des tests de sensibilité ont également été réalisés, ils n'ont pas donné lieu à dépréciation.

4.5. Immobilisations corporelles

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.
- Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées d'utilité suivantes :

Installations agencements divers	:	7 à 10 ans
Matériel informatique	:	3 ans
Matériel de bureau	:	4 à 7 ans

4.6. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur prix de revient.

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

4.7. Actions propres

La Société a conclu, le 24 décembre 2018, avec CM-CIC, un contrat de liquidité et y a affecté la somme de 100 K€.

Compte tenu des achats et ventes effectués au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, le solde du contrat de liquidité était de 36 923 actions au 31 décembre 2024. A cette date, la valeur en portefeuille s'élevait à 145.893 euros, sur la base du cours de clôture au 31 décembre, soit 3 euros.

4.8. Stocks

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant si la valeur vénale est inférieure à la clôture.

4.9. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les éléments de l'actif circulant ont été dépréciés, le cas échéant, par voie de provision pour tenir compte de leur dépréciation estimée.

4.10. Trésorerie

Les disponibilités correspondent aux liquidités.

Les découverts bancaires sont classés dans les emprunts et dettes financières à moins d'un an.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est déterminée sur la base de la valeur liquidative à la clôture de l'exercice. Les moins-values latentes font l'objet de dépréciations.

Les cessions sont valorisées selon la méthode "Premier entré – premier sorti" (FIFO).

4.11. Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte qui consiste à rapprocher le résultat net à la variation de trésorerie résultant de l'exploitation, de l'investissement et du financement.

La trésorerie est définie comme la somme des comptes de caisses, des dépôts à vue dans les banques, des valeurs mobilières de placement sous déduction des découverts bancaires et outils de financement court terme.

4.12. Subventions d'investissement

Conformément au règlement ANC 2020-01, les subventions d'investissement sont présentées en capitaux propres dans les comptes consolidés du Groupe.

Ces subventions sont comptabilisées au compte de résultat au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles ont financés.

4.13. Provisions pour risques et charges

Conformément au Règlement CRC 2000-06 sur les passifs, les provisions comptabilisées à l'arrêté des comptes sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent essentiellement des provisions pour litiges et d'autres provisions de toute nature, que le Groupe a estimée nécessaire de couvrir ainsi que la provision des engagements de retraite.

4.14. Engagement de retraite

Les salariés français du Groupe perçoivent, en application de la convention collective applicable, des indemnités de départ en retraite.

Sur la base d'une évaluation actuarielle, le montant de l'engagement s'élève à 344 K€ au 31 décembre 2024.

La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la « méthode des Unités de Crédit Projetées – Projected Unit Credit method ».

Afin de prendre en compte les effets de seuil liés à l'augmentation des droits par palier en fonction de l'ancienneté, il a été procédé à une affectation linéaire des droits sur la durée de vie active du salarié.

Hypothèses économiques

Taux d'actualisation (3.35%)

Taux de progression des salaires (2%)

Taux de charges sociales patronales (30% à 44%)

Hypothèses démographiques

Tables de mortalité (INSEE 2024)

Type de départ à la retraite (à l'initiative du salarié)

Age de départ en retraite (65 à 67 ans)

Les gains / pertes actuariels sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés.

4.15. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe résultent :

- De prestations de services auprès de clients finaux (installation de la solution, support technique et maintenance, mise à disposition de l'application avec location de la Vogobox) ;
 - De la cession de licence de la solution VOGO SPORT auprès d'intégrateurs ;
 - De commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution ;
 - De vente de produits (tablettes, kits audio etc.).
- 1) Les revenus des différentes prestations de service sont définis contractuellement ou déterminés en fonction des coûts de réalisation de chaque prestation lorsque le contrat ne définit qu'un prix global. Ainsi :
 - La part du revenu liée à l'installation de la solution VOGO SPORT est reconnue dès lors que l'application est opérationnelle chez le client.
 - La part du revenu liée au support technique et à la maintenance est reconnue en chiffre d'affaires en fonction des prestations assurées et dans le cas d'abonnements, les revenus sont étalés sur la durée du contrat.
 - La part du revenu liée à la mise à disposition de l'application VOGO SPORT avec location de la Vogobox est répartie sur la durée du contrat.
 - 2) Les revenus provenant de la cession de droit d'utilisation de la solution Vogosport sont reconnus en chiffre d'affaires dès lors que la licence est cédée au client, ce qui est matérialisé par la remise au client de la clé d'activation de la solution Vogosport.
 - 3) Les commissions perçues dans le cadre de contrats de distribution sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de la réalisation des prestations par le distributeur.
 - 4) Les revenus provenant de la vente de produits sont enregistrés en chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur.
 - 5) Les revenus connexes composés essentiellement de refacturation à des organismes financiers de matériel (pièces détachées) nécessaires au déploiement des VOGOBOX dans le cadre de cession-bail sont comptabilisés en autres produits d'exploitation.

4.16. Éléments inhabituels des activités ordinaires

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat consolidé incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et des éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

4.17. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net, part du groupe, par le nombre d'actions moyen en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte, le cas échéant, des options de souscription d'actions accordées et des obligations convertibles en actions.

4.18. Impôt sur les bénéfices et imposition différée

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé de l'exercice pour les différentes sociétés intégrées.

La charge d'impôt est calculée sur la base des lois fiscales adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture dans les pays ou les filiales du Groupe opèrent et génèrent des revenus imposables. Elle enregistre le cas échéant des provisions sur la base des montants de redressement attendus de la part des autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même administration fiscale ou sur l'entité imposable ou sur de différentes entités imposables s'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les déficits reportables cumulés au 31 décembre 2024 n'ont pas été activés dans la mesure où leur consommation future n'a pas été estimée probable. Les déficits cumulés au 31 décembre 2024 de VOGO France s'élèvent à 18.072K€.

4.19. Distribution de dividendes

Le Groupe n'a pas distribué de dividendes sur l'exercice.

4.20. Conversion des comptes des filiales en devises

A la date de clôture, les actifs et passifs des filiales hors zone EURO sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture, et le compte de résultat est converti au taux moyen annuel.

Les éléments des capitaux propres sont convertis au taux historique.

Devise	Taux de clôture	Taux moyen N	Taux d'ouverture	Taux moyen N-1
Dollar US	0,9626	0,9239	0,9050	0,9248
Dollar Canadien	0,6690	0,6747	0,6830	0,6852
Livre Sterling	1,2060	1,1812	1,1507	1,1497

Note 5. Périmètre de consolidation

Le Groupe VOGO est composé des sociétés suivantes :

Société	Forme juridique	Siège social	% contrôle	Taux d'intérêt	Méthode de consolidation
VOGO	SA	895 rue de la vieille poste, Parc Majoria, Immeuble Lona, 34000 Montpellier			Société mère
9328-9601 QUEBEC INC	INC	630 boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, MONTREAL (Québec) H3B 1S6	100%	100%	Intégration globale
Adeunis NA, Inc.	INC	55 Pondfield Road Bronxville, New York, USA 10708	100%	100%	Intégration globale
VOGO UK	LTD	30 Gay Street - Bath - BA1 2PA	100%	100%	Intégration globale
VOGOSCOPE	SAS	6 rue Benjamin Franklin BP10 70190 RIOZ			Cf détail ci-dessous*

Vogoscope était consolidée par mise en équivalence jusqu'au 31 mai 2024. En raison de la prise de contrôle par Vogo, la société a été consolidée par intégration globale à 100 % à partir du 1^{er} juin 2024. Après la décision du 26 décembre 2024, Vogoscope a été fusionnée avec Vogo. La société a ensuite été dissoute après la fusion.

Note 6. Immobilisations incorporelles

en euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Reclassements	Clôture
Concessions, brevets & droits similaires	4 195 438	920				2 258 798	6 455 156
Ecart d'acquisition	2 077 850	880 182			30 296		2 988 328
Fonds commercial	3 642 705						3 642 705
Immobilisations incorporelles en cours	2 077 593	1 665 639				-2 258 798	1 484 434
Total immobilisations incorporelles	11 993 586	2 546 741	-	-	30 296	-	14 570 623
Amt/dép. conc., brevets & dts similaires	-2 950 010			-1 268 452			-4 218 462
Total amt/dép. immobilisations incorporelles	-2 950 010			-1 268 452			-4 218 462
Total valeur nette	9 043 576	2 546 741	-	-1 268 452	30 296	-	10 352 161

Les écarts d'acquisition se détaillent comme suit :

<i>en euros</i>	<i>Date d'acquisition</i>	<i>Durée d'amortissement</i>	<i>Ouverture</i>	<i>Variation</i>	<i>Clôture</i>
Adeunis NA, INC	01/11/2019	illimitée	1 241 000		1 241 000
VOGO UK	28/09/2021	illimitée	617 363		617 363
VOGO UK	31/12/2023	illimitée	219 487		219 487
VOGO UK	30/06/2024	illimitée	-	284 276	284 276
VOGOSCOPE	31/05/2024	illimitée	-	626 202	626 202
Total valeur brute écarts d'acquisition positifs			2 077 850	910 478	2 988 328
Adeunis NA, INC	01/11/2019	illimitée			-
VOGO UK	28/09/2021	illimitée			-
VOGO UK	31/12/2023	illimitée			-
VOGO UK	30/06/2024	illimitée			-
VOGOSCOPE	31/05/2024	illimitée			-
Total amt/dép. écarts d'acquisition positifs			-	-	-
Total valeur nette écarts d'acquisition positifs			2 077 850	910 478	2 988 328

Nous constatons :

- Un complément de prix de 284 276 € lié à l'acquisition de VOGO UK ;
- Un rachat de 51% des parts VOGOSCOPE ayant conduit à la constatation d'un un écart d'acquisition de 626 202€

Les concessions, brevets et droits similaires représentent le montant de dépenses de personnel affectées au développement des solutions audio et vidéo et des brevets et les frais liés à l'audit de la sécurité du développement. Les reclassements de l'année concernent les projets IA5 (1.155 K€), Vok23 (836 K€) et les développements des gammes Vokkero (268 K€).

Les augmentations d'immobilisations en cours concernent des frais de R&D capitalisés (1 665K€).

Le Fonds de Commerce portant l'activité Vokkero comprend les principaux éléments suivants :

- La clientèle et l'achalandage
- Les éléments mobiliers attachés à l'Activité
- Les immobilisations corporelles attachés à l'Activité (moules, bancs d'essais, etc.) ;
- Le carnet clients et prospects attaché à l'Activité ;
- L'ensemble des stocks dédiés à cette Activité ;
- Le site internet dédié à cette Activité ;
- Les marques, brevets (notamment les quatre brevets principaux et les éléments relatifs au futur brevet en cours de développement) et tous autres éléments de propriété intellectuelle afférents à cette Activité qui ont été préalablement déposés ;
- Le personnel

Note 7.	Immobilisations corporelles
----------------	------------------------------------

en euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Installations tech, matériel & outillage	1 194 543	63 214	-13 526		23 627	199 488		1 467 346
Matériel de bureau	527 887	172 259			4 693	7 998		712 837
Matériel de transport	1 960							1 960
Matériel informatique	135 873	94 307			4 281			234 461
Autres immobilisations corporelles	1 950 179	377 216			26 595			2 353 990
Total immobilisations corporelles	3 810 442	706 996	-13 526	-	59 196	207 486	-	4 770 594
Amt/dép. matériel de bureau	-348 841			-112 157	-2 101	-5 860		-468 959
Amt/dép. matériel transport	-1 960							-1 960
Amt/dép. matériel informatique	-127 047			-38 079	-4 709	1 529		-168 306
Amt/dép. install tech, matériel & outil.	-659 876			-165 049	-14 379	-122 621		-961 925
Amt/dép. autres immobilisations corp.	-1 208 189			-335 129	-9 114			-1 552 432
Total amt/dép. immobilisations corporelles	-2 345 913	-	0	-650 414	-30 303	-126 952	-	-3 153 582
Total valeur nette	1 464 530	706 996	-13 526	-650 414	28 893	80 534	-	1 617 013

Les montants dans la colonne « variations de périmètre » correspondent au changement de méthode d'intégration de VOGOSCOPE (cf note 5)

Dont actifs financés par crédit-bail :

en euros	Valeurs Brutes 31/12/2024	Amortissements cumulés 31/12/2024	Valeurs nettes 31/12/2024
Autres immobilisations corporelles	1 625 682	- 1 205 363	420 319
Total immobilisations financées en crédit-bail	1 625 682	-1 205 363	420 319

Note 8. Immobilisations financières

en euros	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Dotations de l'exercice	Variations des cours de change	Variations de périmètre	Clôture
Titres de participation	-						-
Créances rattachées à des part. - courant	-						-
Actions propres	-						-
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	127 087	1 740	-22 305		397	500	107 420
Total immobilisations financières	127 087	1 740	-22 305	-	397	500	107 420
Dépréciations des titres	-1						-1
Dépréciations des actions propres	-						-
Total dép. immobilisations financières	-1	-	-	-	-	-	-1
Total valeur nette	127 087	1 740	-22 305	-	397	500	107 420

Note 9. Stocks

en euros	Ouverture	Mouvements	Dotations / reprises	Variations de périmètre	Variations des cours de change	Clôture
Stocks mp, fournitures et aut. appro.	3 609 002	-254 747			32 776	3 387 031
Stocks -pds finis et intermédiaires	1 724 313	604 575				2 328 888
Stocks de marchandises				107 685		107 685
Total Stocks et en-cours	5 333 315	349 828	-	107 685	32 776	5 823 604
Dép. des stocks - prod. finis et interm.	0		-483 989			-483 989
Total valeur nette	5 333 315	349 828	-483 989	107 685	32 776	5 339 615

Les montants dans la colonne « variations de périmètre » correspondent au changement de méthode d'intégration de VOGOSCOPE (cf note 5).

Note 10. Clients, autres créances et comptes de régularisation

- Décomposition des créances

en euros	Ouverture	Mouvements	Dotations / reprises	Variations de périmètre	Variations des cours de change	Clôture
Clients et comptes rattachés	1 145 331	427 892		21 349	10 347	1 604 919
Factures à établir	129 727	161 717				291 444
Dép. clients et comptes rattachés	-28 991		-45 014			-74 005
Total Clients et comptes rattachés	1 246 067	589 609	-45 014	21 349	10 347	1 822 358

en euros	Ouverture	Mouvements	Variations de périmètre	Variations des cours de change	Clôture
Fournisseurs - avances et acomptes versés	58 645	14 292			72 937
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	37 426	-44 466	7 040		-
Créances sur personnel & org. sociaux	11 781	9 057	3 000		23 838
Créances fiscales - hors IS - courant	396 037	-112 808	7 178	-9	290 398
Impôts différés - actif	35 806	-36 754		948	-
Etat, impôt sur les bénéfices - créances - courant	710 926	-307 486			403 440
Comptes courants groupe actif - courant	496 001	150 726	-646 727		-
Autres créances - courant	45 859	29 619	65	2 137	77 680
Ecart de conversion sur autres dettes et créances - actif	145 487	-115 435			30 052
Charges constatées d'avance	803 736	-561 007		2 258	244 987
Total Autres créances et comptes de régularisation	2 741 704	-974 262	-629 444	5 334	1 143 333

Les montants dans la colonne « variations de périmètre » correspondent au changement de méthode d'intégration de VOGOSCOPE (cf note 5).

- Échéancier des créances

Toutes les créances d'exploitations ont une échéance inférieure à un an.

Note 11. Provisions

en euros	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Variations des cours de changes	Variations de périmètre	Clôture
Provisions pour garanties - non courant	68 311		-8 364			59 947
Provisions pour pertes de change sur autres créances et autres dettes	134 899	9 113	-134 899			9 113
Autres provisions pour risques - non courant	316 000		-11 696	1 152	-286 204	19 252
Total provisions pour risques	519 210	9 113	-154 959	1 152	-286 204	88 312
Provisions pour pensions et retraites - non courant	312 926	30 601				343 527
Total provisions pour charges	312 926	30 601	-	-	-	343 527
Total provisions pour risques et charges	832 136	39 714	-154 959	1 152	-286 204	431 839

Les montants dans la colonne « variations de périmètre » correspondent à l'impact du changement de méthode d'intégration de VOGOSCOPE (cf note 5)

Note 12. Dettes financières

- Décomposition des dettes financières

<i>en euros</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Emprunts auprès des établissements de crédit	7 425 800	6 249 568
I.C.N.E. sur emprunts	23 180	29 079
Comptes courants actionnaire	-	-
Dettes financières Crédit-bail	432 697	452 147
Concours bancaires (trésorerie passive)	37	-
I.C.N.E. sur trésorerie passive	4 020	-
Total emprunts et dettes financières	7 885 734	6 730 794

- Échéancier des dettes financières

<i>en euros</i>	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total au 31/12/2024
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 164 561	4 711 239	550 000	7 425 800
I.C.N.E. sur emprunts	23 180			23 180
Comptes courants actionnaires				0
Dettes financières Crédit-bail	145 542	287 155		432 697
Concours bancaires courants	37			37
I.C.N.E. sur trésorerie passive	4 020			4 020
Total emprunts et dettes financières	2 337 340	4 998 394	550 000	7 885 734

Note 13. Dettes non financières

- Décomposition des dettes non financières

<i>en euros</i>	Ouverture	Mouvements	Variations de périmètre	Variations des cours de change	Clôture
Dettes fournisseurs	2 842 829	-1 904 985		6 140	943 984
Factures non parvenues	164 926	-41 585	43 019	820	167 180
Total fournisseurs et comptes rattachés	3 007 754	-1 946 570	43 019	6 960	1 111 163
Clients - avances et acomptes reçus	153 306	260 613		252	414 171
Dettes sociales - courant	877 149	-45 854	39 601	2 698	873 594
Dettes fiscales (hors IS et CVAE) - courant	219 156	-12 701	860	718	208 033
Impôts différés - passif	-				-
Etat - impôts sur les bénéfices - courant	117 059	-61 531		4 335	59 863
Comptes courants groupe passifs - courant	264	-563 429	564 355		1 190
Autres dettes - courant	30 474	-15 301	-246	289	15 216
Ecart de conversion sur autres dettes et créances - passif	43 995	-4 610			39 385
Prod. constatés d'avance & aut. optes de régul.	337 732	323 167		7 454	668 353
Total autres dettes et comptes de régularisation	1 779 135	-119 646	604 570	15 746	2 279 805
Total autres dettes	4 786 890	-2 066 216	647 589	22 706	3 390 970

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance inférieure à un an.

Note 14. Information sectorielle

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

en euros	Décembre 2024			Décembre 2023		
	Audio	Vidéo	Total	Audio	Vidéo	Total
Europe, Moyen Orient, Afrique	6 620 505	1 867 861	8 488 365	6 037 318	1 577 441	7 614 759
Amérique du Nord	1 531 050	25 896	1 556 946	1 265 667	140	1 265 807
Amérique du Sud	111 945		111 945	36 111		36 111
Asie Pacifique	445 989		445 989	699 025		699 025
Total	8 709 488	1 893 757	10 603 245	8 038 121	1 577 581	9 615 702

Note 15. Autres produits d'exploitation

Les autres produits se détaillent comme suit :

en euros	Décembre 2024	Décembre 2023
Production immobilisée	1 960 374	1 475 042
Production stockée	604 575	894 320
Subventions d'exploitation	494 270	2 800
Autres produits	206 540	717 834
Total Autres produits d'exploitation	3 265 759	3 089 996

Note 16. Personnel

- Effectif

en euros	2024	2023
Cadres et professions supérieures	56	50
Techniciens et agents de maîtrise		
Employés et Ouvriers	10	12
Total effectif moyen employé	66	62

- Charges de Personnel

<i>en euros</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Rémunération du personnel	4 317 016	4 139 855
Charges sociales	1 617 365	1 532 382
Participation des salariés	-	-
Total Charges de personnel	5 934 381	5 672 237

Note 17. Résultat financier

<i>en euros</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Charges d'intérêts sur emprunt	-161 474	-112 395
Pertes de change sur autres dettes et créances - réalisées	-39 855	-9 160
Dot. aux prov. financières	-9 113	-134 899
Dot./dép des actifs financiers	-	-35 476
Total charges financières	-210 442	-291 929
Autres produits financiers	610 671	51 764
Gains de change sur autres dettes et créances - réalisés	156	-
Rep./ provisions financières	134 899	29 163
Rep./dép. des actifs financiers	35 476	50
Total produits financiers	781 202	80 977
Total Résultat financier	570 761	-210 952

Les autres produits financiers concernent principalement un abandon de créance dont a bénéficié la société Vogoscope avant d'être fusionnée dans Vogo SA (0,6 M€).

Note 18. Résultat exceptionnel

<i>en euros</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Charges excep. s/ exercices antérieurs	-	-8 392
VNC des immo. corp. cédées	-	-744
Autres charges exceptionnelles	-	-4 575
Dot. aux prov. exceptionnelles	-	-18 497
Total charges exceptionnelles	-	-32 208
Produits excep. s/ exercices antérieurs	-	1 637
Autres produits exceptionnels	-	9 928
Subv. invest. virées au résult. de l'ex.	-	20 273
Total produits exceptionnels	-	31 838
Total Résultat exceptionnel	-	-370

Au 31 décembre 2024, le résultat exceptionnel est nul en raison de l'application du règlement ANC 2022-06.

Note 19. Impôts sur le résultat/impôts différés

- Impôts différés

<i>en euros</i>	Ouverture		Incidence résultat	Variations des cours de change	Clôture	
Impôts différés - actif	35 806	-	36 754	949		1
Impôts différés - passif	-		-			-
Solde net d'impôt différé	35 806		-36 754	949		1
Ventilation de l'impôt différé par nature						
Limitation des impôts différés	-		-25 003	-526	-	25 529
Id / autres retraitements (automatique)	9 651	-	932	444		9 163
Id / élimination des résultats internes	26 155	-	10 820	1 030		16 365
Total impôt différé par nature	35 806		-36 755	948		1

- Charge d'impôt de l'exercice

<i>en euros</i>	Décembre 2024	Décembre 2023
Impôts sur les bénéfices	422 725	405 070
Impôts différés	- 36 755	- 2 839
Total (charge) ou produit d'impôt	385 970	402 231

- Rationalisation de l'impôt

en euros	Décembre 2024		Décembre 2023	
Résultat net consolidé (avant amortissement des écarts d'acquisition et MEE)	-	1 572 828	-	2 046 966
Impôt comptabilisé		385 970		402 231
Résultat consolidé avant impôt et amortissement des écarts d'acquisition	-	1 958 798	-	2 449 197
Taux d'impôt		25,00%		25,00%
Charge d'impôt théorique		489 699		612 299
Déficits reportables non activés		669 977	-	641 083
Ecart taux pays et marges en stock		30 426	-	26 088
Différences permanentes	-	196 900	-	11 239
CIR CII et CICE	-	403 440		468 342
Taxes locales		3 666		-
Charge d'impôt réelle		385 970		402 231

Note 20. Informations relatives aux parties liées

Le montant des rémunérations brutes allouées aux membres des organes de direction au cours de l'année 2024 s'élève à 807 K€.

Note 21. Autres informations

a) Engagements hors bilan

VOGO a octroyé au CIC un nantissement de son fonds de commerce pour un montant total de 1 M€ en 2021.

b) Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de la situation clôturée au 31 décembre 2024 pour l'ensemble des sociétés du Groupe est de 47 600 euros et se ventile comme suit :

en euros	Mission légale	Autres missions dont SACC
EY	22 900	24 700
Total	22 900	24 700

Note 22. Événements postérieurs à la clôture
--

Vogo SA a obtenu 2 nouveaux financements pour un montant total de 2.4 M€ dont 1.2 M€ sous forme de billet de trésorerie. Ces financements vont servir à financer le stock et la croissance de la société dans les années à venir.

Un accord de distribution a été signé en février par Vogo UK avec un acteur majeur sur la zone Océanie.

Ce nouveau partenariat permet d'envisager avec confiance d'importantes perspectives de croissance dans cette géographie, présentant de nombreuses opportunités en audio et en vidéo sur le marché du sport.